

# LA PAIX SOCIALE,

EXPOSÉ DE L'ÉDUCATION SOCIALE ET POLITIQUE DU PEUPLE ANGLAIS

AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE.

---

Sous ce titre<sup>1</sup>, a paru, à la fin de l'année dernière, en Allemagne, un ouvrage dont la publication a été un événement scientifique.

L'auteur en est un jeune savant, M. von Schulze-Gaevernitz, petit-fils d'un économiste-agronome, qui jouit à son époque d'une certaine renommée. Sous des maîtres tels que Schmoller et Brentano, un économiste de race ne pouvait manquer de se distinguer.

Son œuvre, en effet, nous semble l'œuvre la plus remarquable que la nouvelle école ait produite en Allemagne, abstraction faite des publications des maîtres eux-mêmes. On a si souvent reproché, aux nouveaux économistes, notamment en France, de se contenter de critiquer l'ancienne école et de ne rien proposer à la place de ce qu'ils renversaient. Ce reproche n'est plus admissible en présence de l'ouvrage de M. von Schulze-Gaevernitz. On y trouve tout autre chose que de la critique : un corps de doctrines mises en œuvre et continuellement appuyées sur des faits irrécusables. En même temps, on y sent la présence d'une idée pratique, d'une vue politique au sens large du mot. Le côté moral de l'économie politique est loin d'y avoir été oublié. L'auteur, s'il est impartial, n'est pas impassible : il apporte des faits, mais il sait tirer la leçon des faits. C'est ce que montre la généralité du titre : *la paix sociale*, ou plutôt *vers la paix sociale*, alors qu'il ne s'agit que de la description de l'éducation sociale et politique de l'Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les deux volumes qui constituent l'ouvrage sont divisés en trois livres, précédés d'une introduction.

L'introduction est un tableau de l'avènement de la grande industrie et de la lutte des classes qui s'en est suivie. Cette transformation profonde de la société anglaise, devenue industrielle d'agricole qu'elle

<sup>1</sup> *Zum socialen Frieden. Eine Darstellung der socialpolitischen Erziehung des englischen Volkes im neunzehnten Jahrhundert*, von Dr. Gerhart von Schulze-Gaevernitz. Leipzig, Duncker et Humblot, 1890, 2 vol. in-8°.

était, et démocratique d'aristocratique, est familière à tous ceux qui connaissent l'histoire britannique. Mais je ne sais pas s'il en existe une vue d'ensemble plus saisissante que celle de M. von Schulze-Gaevernitz. C'est de l'histoire et de la meilleure, celle qui fait voir sous la trame des événements, la série continue des causes, — la morphologie, en un mot. Les types de l'ouvrier et du patron de la grande industrie, deux types tout modernes, sont tracés de la même manière : le tableau de la misère épouvantable des ouvriers anglais au commencement de ce siècle, celui de la puissance croissante de l'industriel, son optimisme, et la consécration de sa conduite par l'économie politique d'alors, tout cela est sobrement et lestement traité. L'auteur s'est arrêté à dessein davantage sur l'histoire du Chartisme. Il tenait à montrer d'une façon irrécusable que le socialisme révolutionnaire du continent n'est qu'une faible reproduction de ce qui s'est passé en Angleterre entre 1830 et 1848. Ce sont des faits qu'on a eu le grand tort d'oublier en Europe; le pillage de Birmingham, la révolte des mineurs du pays de Galles, la conspiration des chaudières, la destruction systématique des machines, que des punitions exemplaires, — la peine de mort elle-même — ne parvenaient pas à arrêter, enfin le danger formidable que courut Londres en juillet 1848, lors de la remise d'une pétition chartiste au Parlement, tout cela n'est plus présent à la mémoire de notre génération. Cependant, il est clair qu'à aucun moment, aucune nation continentale n'a été aussi généralement considérée comme condamnée à un cataclysme social que l'Angleterre par les Chartistes. La Commune de Paris n'a été qu'une commotion nerveuse, pour ainsi dire, un mouvement reflexe, désordonné, fou — on a dit une explosion d'alcoolisme — très explicable par les circonstances où il s'est produit et dont on n'a jamais sérieusement craint le retour. Au contraire, le Chartisme présageait le plus terrible et le plus systématique bouleversement social.

Comment se fait-il que ce bouleversement a été évité? Comment se fait-il qu'aujourd'hui en Angleterre, personne, pas même les chefs les plus radicaux des ouvriers, ne croit plus à l'arrivée, prochaine ou éloignée, d'une révolution sociale violente? Comment se fait-il que l'Angleterre se trouve sur le chemin de la paix sociale?

C'est que, répond M. von Schulze-Gaevernitz, depuis le Chartisme, la nation anglaise tout entière a fait son éducation sociale et politique.

Décrire comment cette éducation s'est faite, et en quoi elle a consisté, tel est l'objet des trois livres de l'ouvrage de M. von Schulze-

Gaevernitz. Les deux premiers ont pour objet le mouvement des idées qui a produit cette éducation, le troisième montre le résultat auquel elle est arrivée : la paix sociale.

M. von Schulze croit avec raison que toute modification profonde de la société a pour point de départ un changement dans les idées, une différence dans la conception du monde, de la vie, de la société. Sans doute, ce mouvement n'atteint pas également toutes les classes de la société. Il part d'abord de ceux qui pensent, des philosophes, des écrivains, mais il finit par atteindre, inconsciemment, la grande masse de ceux qui reçoivent des autres leurs idées, leur morale, leurs principes.

Un mouvement intellectuel de ce genre a eu lieu en Angleterre vers le milieu de ce siècle. Pour M. von Schulze, il a consisté en une réaction contre la morale utilitaire et l'économie politique classique —, les doctrines qu'il appelle individualistes. La morale de l'intérêt et la politique du laisser-faire conduisaient, toujours d'après l'auteur, à l'égoïsme, partant au pessimisme et au socialisme révolutionnaire. Contre ces théories, et précisément au moment où elles semblaient victorieuses, il s'est formé un courant d'idées, aujourd'hui puissant, qui aboutissait au résultat opposé : au lieu de l'isolement et de la lutte des individus, il montrait la solidarité des membres d'une même société ; au lieu de l'égoïsme, il assignait, comme mobile aux actions humaines, le dévouement et l'abnégation. C'est la réaction de la morale altruiste des socialistes chrétiens et des positivistes ; c'est la victoire de la conception « sociale » et « historique » de la société, contre la conception mécanique et individualiste.

Le principal promoteur de cette grande transformation dans la manière de penser du peuple anglais est, d'après l'auteur, Thomas Carlyle. Il lui a consacré tout le premier livre de son ouvrage : deux cent et vingt pages du premier volume. Cette longue étude est intéressante, surtout quand on la rapproche de celle de Taine : *l'idéalisme anglais contemporain*. M. von Schulze-Gaevernitz a eu soin de ne pas exposer complètement les idées et les théories de Carlyle ; il a laissé dans l'ombre ses doctrines philosophiques proprement dites. Après une courte biographie, il a développé la théorie de la société de Carlyle et sa politique sociale, ses vues sur la situation actuelle et sur l'avenir de l'Angleterre.

Tous ceux qui ont eu entre les mains *Sartor resartus*, *Past and Present*, *Heroes and Hero-worship*, ou bien les *Latter-day pamphlets*

comprendront combien une telle étude était fascinante. C'était un travail considérable et attirant, de pénétrer, sous le style biblique, derrière les ironies, les allusions, les sarcasmes du grand hypocondriaque anglais, sa pensée même, la chaîne maîtresse de ses idées, de retrouver sous les contradictions apparentes, la continuité logique des doctrines du plus logique peut-être des écrivains anglais. M. von Schulze-Gaevernitz a fait ce travail pour ce qui concerne les théories sociales et politiques, et admirablement. Mais il me semble s'être laissé entraîner par l'amour de son sujet. Sans doute, Carlyle a eu une énorme influence sur la génération actuelle en Angleterre. Il suffit d'avoir fréquenté pendant quelques mois le monde universitaire et le monde ecclésiastique pour s'en convaincre. Sa polémique contre J. Stuart Mill, ses attaques violentes contre Bentham, la sanglante critique de l'égoïsme moderne, tout cela a laissé des traces profondes dans les esprits d'aujourd'hui. Mais il ne faut pas oublier que personne n'admet à présent toutes ses idées ni toutes ses doctrines, que sa langue farouche et bizarre, sa façon barbare et mystérieuse d'exprimer sa pensée, le rendent totalement inaccessible à beaucoup de personnes, et le font détester de beaucoup d'autres. Il a des adorateurs, mais il a aussi et il aura toujours des ennemis irréconciliables, et même parmi ses admirateurs, beaucoup le considèrent un peu comme un fou — inspiré. Carlyle était un semeur d'idées ; il avait une conception originale de l'univers ; à ce titre, il mérite une large place dans un livre comme celui de M. le docteur von Schulze-Gaevernitz, mais son influence ne doit pas être exagérée, et c'est l'exagérer, me semble-t-il, que de lui consacrer presque le tiers d'un ouvrage où il s'agit de l'éducation sociale et politique du peuple anglais.

Le livre deuxième est intitulé : Les tendances « sociales » du présent, ce qui veut dire, je pense : les tendances qui rapprochent les esprits d'une conception plus sociale, moins individualiste ou égoïste de la société. Ces tendances sont : le mouvement coopératif, le mouvement universitaire, le positivisme et le socialisme.

Ce livre pourrait s'intituler aussi : La part des classes instruites dans l'œuvre de l'éducation sociale du peuple. Cette participation est, en effet, un point qui est admirablement mis en lumière par les études de M. von Schulze-Gaevernitz.

Il est bien possible que jamais l'Angleterre ne serait parvenue à l'état de paix relative dont elle jouit aujourd'hui, si les esprits les plus cultivés ne s'étaient imposé la tâche de servir d'intermédiaires entre

les deux nations ennemies qui sont à présent dans chaque nation, entre riches et pauvres, entre patrons et ouvriers. C'est la réalisation pratique du dévouement que Carlyle prêchait avec tant de fougue, c'est le triomphe des idées altruistes et chrétiennes sur l'égoïsme des utilitaires et des économistes<sup>1</sup>.

La première manifestation de ce courant d'idées a été le socialisme chrétien, auquel M. von Schulze rattache la fondation des sociétés coopératives. L'influence des premiers socialistes du XIX<sup>e</sup> siècle, comme Owen, a été en effet bien vite dépassée par celle des ecclésiastiques comme F. Denison Maurice, et Kingsley, aidés par une foule de laïques, comme Ludlow, pénétrés d'idées chrétiennes. Quand on appelle ces apôtres des « socialistes chrétiens », il ne faut pas oublier, que c'est le dernier adjectif le plus important; ils sont avant tout chrétiens, c'est-à-dire qu'ils mettent en pratique les préceptes de charité, d'amour du prochain et d'abnégation qui sont ceux prêchés par Christ, et s'ils sont socialistes, c'est parce que, comme Christ, ils aiment mieux les pauvres que les riches. Ils ne poussent nullement à une plus grande intervention de l'État. En effet, le développement grandiose des sociétés coopératives de consommation, qui sont sinon leur œuvre, au moins le meilleur terrain où leurs idées ont germé, ce développement, dis-je, est un des exemples les plus saisissants de ce que peut faire le *self help*<sup>2</sup>. Aujourd'hui, près d'un million de citoyens font partie de ces sociétés de consommation, — cela veut dire que près d'un million de familles, appartenant sinon à la classe ouvrière du moins à la très petite bourgeoisie, est animé des idées d'épargne, de conservation sociale, de fraternité qui sont la base de l'organisation coopérative.

A côté de l'apostolat ecclésiastique, il y a l'apostolat laïque des Universités.

<sup>1</sup> Je continue pour plus de clarté à employer la terminologie de M. le Dr von Schulze-Gaevernitz, bien que, personnellement, je la trouve vicieuse. L'utilitarisme n'est pas la « morale de l'égoïsme. » Il n'est pas opposé au dévouement et à l'abnégation, comme l'auteur, à la suite de l'opinion vulgaire, semble l'admettre. Bien plus, la morale des positivistes, même le culte du Grand-Être, et la morale « altruiste » d'H. Spencer sont des morales « utilitaires » c'est-à-dire basées sur l'intérêt. M. de Schulze me paraît même avoir oublié que personne n'était plus « altruiste » que J. Stuart-Mill, qui avait, d'ailleurs, apporté bien des modifications à la théorie de Bentham.

<sup>2</sup> Nous publierons prochainement une étude spéciale de M. de Schulze-Gaevernitz sur ce sujet. (*Note de la rédaction.*)

Le chapitre où M. von Schulze-Gaevernitz traite ce sujet réserve bien des surprises, surtout au lecteur français. Il y verra comment, au sein de ces citadelles du conservatisme, des traditions monarchiques, sociales et religieuses, les idées de dévouement à l'avenir de la Société ont pénétré. Il y trouvera la description des institutions universitaires de l'East-London, qui n'ont aucun équivalent chez nous, ces Toynbee-Hall, ces Oxford-House dont le but unique est de mettre en contact des jeunes gens appartenant aux classes élevées ou moyennes avec les pauvres, les plus misérables. Il y apprendra à connaître des types comme Pusey, Ruskin, Arnold Toynbee, qui sont vraiment trop rares sur le continent, dont l'abnégation personnelle a plus fait pour émousser la haine des classes que bien des livres et tous les sermons.

Après ces deux « tendances », M. von Schulze étudie encore l'influence du positivisme et du socialisme en Angleterre. On sait que la religion d'Auguste Comte possède en Angleterre ses plus fervents adeptes. La petite pléiade des positivistes, à Londres comme à Paris d'ailleurs, est composée d'esprits extrêmement distingués. Mais ce qui semble particulier à l'Angleterre, c'est que l'influence du positivisme est passée dans le domaine politique et social. On se rappelle le rôle du brillant écrivain Frédéric Harrisson dans la question des *Trades unions*. Ce n'est pas un fait isolé. Dans la classe ouvrière aussi bien que dans la classe élevée, on trouve à chaque pas des traces de l'influence des doctrines altruistes et éducatrices de la religion de l'humanité.

Quant au socialisme, — c'est-à-dire, à proprement parler, la doctrine de l'extension des attributions de l'État et de l'abolition de la propriété privée — ce qu'il a d'intéressant en Angleterre c'est que ses adeptes appartiennent aux classes élevées. Jusque dans ces dernières années, il était très peu répandu parmi les ouvriers. Encore actuellement, il n'existe pas à proprement parler de socialistes révolutionnaires semblables à ceux du continent; les ouvriers qui suivent les théoriciens du collectivisme comme Hyndmann, sont en petite minorité et mettent leur point d'honneur à rester « pratiques. » Cependant, la diffusion des doctrines socialistes n'est que la suite de la réaction contre l'économie politique ancienne et contre l'individualisme. A ce titre, elle devait tenir sa place parmi les « tendances sociales » contemporaines. L'auteur, après avoir rappelé les principes du socialisme, en a exposé l'organisation en Angleterre; il a montré sa position vis-à-vis des *Trades unions*, de la question agraire, de l'Église. Ce chapitre — qui se termine par une critique trop écourtée,

à mon avis, des opinions d'Herbert Spencer, — contient mille choses intéressantes sur lesquelles je serais tenté de m'arrêter si je n'avais hâte d'arriver au troisième livre de l'ouvrage.

Il est intitulé : « La paix sociale. » L'auteur y vient au cœur de son sujet : la question sociale. Voici sa thèse en quelques mots.

Les relations entre patrons et ouvriers, dans la grande industrie sous le régime de la concurrence, suivent une évolution qu'on peut diviser en trois périodes : dans la première, sous la consécration de l'économie politique classique et d'une conception individualiste de l'univers, le patron considère l'ouvrier comme un simple moyen de production, qu'il paie comme une autre marchandise, et envers qui il ne se reconnaît ni devoirs ni obligations. Grâce à l'obligation où se trouve l'ouvrier de louer son travail sous peine de mourir de faim, le patron est seul à fixer les conditions du contrat. Pendant cette période, l'ouvrier est révolutionnaire; il ne voit d'autre issue à sa situation que l'emploi de la violence. C'est l'époque du Chartisme.

Pendant la seconde période, qui a commencé en Angleterre vers 1840, le patron, sous l'influence surtout d'idées chrétiennes, se reconnaît des devoirs de charité envers l'ouvrier; il se souvient que *patronus* signifie *quasi-pater*; il élève alors ces admirables institutions philanthropiques et charitables que préconise sur le continent l'école de Le Play; mais — et c'est le point capital — le patron cherche à maintenir l'ouvrier sous sa dépendance; il pourvoit à ses besoins, mais veut rester son maître. Cette seconde période, pour les ouvriers, est celle de l'organisation professionnelle. Instruits par les échecs des tentatives révolutionnaires, les plus intelligents s'unissent dans leurs associations, afin de se procurer la protection que jadis les règlements et l'organisation corporative leur assuraient. Ils veulent conquérir le droit de débattre librement les conditions du travail avec le patron; pour cela, ils s'organisent de façon à régler l'offre des bras, comme le marchand ordinaire règle l'offre de ses marchandises pour en avoir un prix rémunérateur. Cette retraite du travail, c'est la grève, premier et suprême moyen des associations ouvrières. Il faut des grèves d'abord pour faire reconnaître le droit de grève; il en faut pour faire reconnaître par les patrons les associations ouvrières elles-mêmes.

Enfin, après des luttes répétées et périodiques, commence la période de la paix sociale. Les patrons reconnaissent alors dans l'ouvrier « un citoyen ayant le même droit qu'eux dans un pays libre, » un

collaborateur intéressé comme eux à l'œuvre sociale de la production. Les patrons s'organisent à leur tour pour résister aux associations ouvrières, mais bientôt il apparaît clairement aux parties belligérantes qu'il serait plus avantageux de s'entendre. C'est l'objet des Chambres d'arbitrage et de conciliation, où patrons et ouvriers débattent, sans haine, sans animosité, les conditions du travail. Là, il n'y a plus de « maître, » il n'y a plus que des égaux. Ce sont des hommes d'affaires, également intéressés dans la même affaire, qui se mettent d'accord au mieux de leurs intérêts réciproques. Les patrons finissent par reconnaître que l'ouvrier a droit à un minimum de salaire, et l'ouvrier apprend à se rendre compte des nécessités de la production et à limiter ses exigences à ce qu'il peut immédiatement atteindre.

Naturellement, cette évolution suppose une longue éducation chez les patrons comme chez les ouvriers, et elle ne se fait pas en même temps dans toutes les industries; les unes sont plus avancées, les autres sont encore dans la première ou la seconde période. Sur le continent, on peut dire d'une manière générale que, dans aucune industrie, on n'est arrivé à l'état de paix entendu de cette façon, faute d'organisation de la part des ouvriers. Les syndicats sont encore combattus — en Belgique, par exemple — avec vigueur par les patrons, qui y voient des armes de guerre et une menace contre leur suprématie sociale et économique.

Au contraire, les *Trades unions* anglaises sont devenues l'instrument de paix et de conservation sociale. Cela est reconnu par les patrons les plus avancés et les plus intelligents. M. von Schulze-Gaevernitz en a donné des témoignages éclatants. M. David Dale, un des maîtres de forges les plus considérables de l'Angleterre, lui a répété que « les associations ouvrières sont la meilleure garantie des patrons pour la suprématie de la raison et pour l'observation des conventions entre patrons et ouvriers. » Quand, en présence de telles affirmations, données par des hommes compétents, on se rappelle les craintes et les haussements d'épaules de nos industriels, on est bien forcé de se dire que nous sommes loin encore du règne de la raison et de l'époque des conventions amiables entre patrons et ouvriers.

La thèse que nous venons d'esquisser, M. von Schulze-Gaevernitz emploie tout le reste de son ouvrage à la démontrer, à l'appuyer d'exemples, de faits observés par lui-même sur les lieux. Après avoir exposé l'échec irrémédiable des splendides institutions philanthro-

piques patronales, retracé l'historique de la législation ouvrière et de la liberté des coalitions, il montre comment, dans beaucoup d'industries, les ouvriers et les patrons ont compris et réglé la communauté d'intérêts qui les unit dans la production moderne.

L'auteur décrit ensuite, avec beaucoup de détails, la situation des trois grandes industries les plus considérables de l'Angleterre : les industries textiles, les industries charbonnières et les industries sidérurgiques. Il y a là mille et mille choses neuves, intéressantes, bien étudiées, bien observées et bien mises en lumière. Ces chapitres offriront longtemps encore un vaste champ à glaner pour ceux qui demandent des faits. Tout ce qui a rapport, par exemple, aux Chambres de conciliation, dont l'un des fondateurs, M. Mundella, qui a créé la première Chambre de Nottingham, est bien connu sur le continent, tout cela est extrêmement instructif. On y voit en quoi consiste réellement cette paix sociale que nous sommes tous à désirer. On reste en admiration, en effet, devant les progrès accomplis, quand on voit les ouvriers comprendre les nécessités de la concurrence au point de consentir des réductions de salaires dans les moments de crise. Le rôle des « meneurs » est alors tout salubre, et je comprends que M. von Schulze-Gaevernitz ait rendu hommage à des travailleurs comme MM. Mandsley et Birtwistle, les chefs des ouvriers de l'industrie cotonnière du Lancashire, pour avoir empêché par leur modération une foule de luttes stériles, et pour avoir, notamment dans la question des huit heures de travail, sauvé l'industrie cotonnière anglaise. C'est un service dont « la nation entière doit leur être reconnaissante, » dit M. von Schulze-Gaevernitz avec raison.

Le livre se termine très heureusement par un dernier chapitre sur les ouvriers qu'on appelle en anglais « *unskilled* » (*inhabiles*), les ouvriers dont le travail ne nécessite pas de long apprentissage — le cinquième État comme on dit parfois en français. On sait que la grande objection qu'on a faite aux associations professionnelles dans le camp des révolutionnaires aussi bien que dans le camp des économistes classiques, c'est que cette organisation était impossible pour les ouvriers de la classe inférieure. La grande grève des dockers en septembre 1889 a eu, au contraire, un résultat inattendu : elle a créé parmi les manœuvres de Londres des associations puissantes, et elle a en même temps mis en branle les couches les plus profondes des classes ouvrières. Des unions nombreuses et très considérables — plusieurs ont compris d'emblée 30.000, 40.000 membres — se sont

fondées, donnant ainsi un démenti à ceux qui avaient déclaré leur formation impossible<sup>1</sup>. Les tendances socialistes (collectivistes) de ces nouvelles unions ont un instant inspiré des craintes pour les anciennes. On se rappelle le bruit fait autour du Congrès de Liverpool, l'an dernier, la polémique qui s'en est suivie en Allemagne et qui a rempli le Congrès du *Verein für Socialpolitik* à Francfort. M. von Schulze-Gaevernitz a eu soin d'étudier l'attitude et de sonder les vues des chefs du nouvel unionisme. Il a rapporté entre autres des renseignements que lui a fournis John Burns, le conseiller municipal de Londres, chef des dockers dont le nom, sur le continent, est synonyme de révolutionnaire. Un interview que M. le professeur Brentano a eu avec lui à cette époque, et qui est inséré dans le livre de M. de Schulze, nous montre que tout socialiste qu'il est, il est avant tout pratique — et nullement révolutionnaire.

On peut voir, d'après ce trop long compte-rendu, si incomplet cependant, que le livre de M. von Schulze-Gaevernitz est un succès aussi bien pour M. Brentano que pour l'auteur. Le fonds des doctrines de celui-ci se trouve dans les « *Arbeitergilden der Gegenwart* » et c'est une chose rare et satisfaisante que de voir se confirmer, à vingt ans de distance, ce qu'on avait prédit, ce qu'on avait pressenti.

Ce livre est un succès encore pour la méthode historique. Il est construit tout entier sur le postulat des économistes historiens : que les sociétés et les organes sociaux parcourent les mêmes phases d'une même évolution. Tout ce que l'auteur avance, il a soin de l'étayer sur des faits. Il a passé plus de deux ans en Angleterre. Il a connu toutes les personnalités contemporaines dont il parle; il a visité et étudié sur place les établissements industriels, les bureaux d'arbitrage et de conciliation; il a fait voir les épreuves de son livre, chapitre par chapitre, aux personnes compétentes : secrétaires d'unions patronales et ouvrières, présidents et secrétaires de sociétés coopératives, membres de l'Université, positivistes, etc. En même temps, — il est bon de le faire remarquer —, l'auteur a su se garder de se perdre dans la multiplicité des détails. Il n'est pas atteint de l'atomisme allemand contemporain. On sent qu'il a vu son sujet de haut; il me sera permis

<sup>1</sup> Comp., d'ailleurs, l'article de M. Brentano : *Une nouvelle phase dans la question ouvrière en Angleterre*, dans la *Revue d'Écon. Polit.* d'Août 1890. (Note de la rédaction.)

de dire, sans doute, que la fréquentation des esprits clairs, sobres et positifs de l'Angleterre a dû avoir sur lui une excellente influence. Son livre n'a pas cet aspect embroussaillé que, pour nos yeux latins, présentent les livres allemands. L'appareil d'érudition qu'il a nécessité est habilement dissimulé.

Je termine par un vœu qui résume tous mes éloges. Je souhaite que le livre soit bientôt traduit en français comme il va l'être en anglais. Ce sera tout profit pour les lecteurs français, et pour la nouvelle école d'économie politique.

ERNEST MAHAIM,

*Docteur spécial de l'Université de Liège.*

